



RENDU EXECUTOIRE LE

- 3 AVR. 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 23/02/2024

Reçu en préfecture le 23/02/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240223-24\_A\_SE\_0203-AR



**ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0203**

**du 23 FEV. 2024**

*DGAS  
Service des Etablissements  
39 rue de Beaulieu  
86034 POITIERS CEDEX*

Portant fixation du solde de la dotation 2023 concernant le Complément de Traitement Indiciaire (CTI) au titre de l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère pour les interventions réalisées par le CCAS de Buxerolles en mode prestataire

**LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'article 44 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificatives pour 2022 étendant le complément de traitement indiciaire (CTI) aux aides à domicile exerçant dans les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile territoriaux, désormais prévu au D du I de l'article 48 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 et le CTI ayant vocation à remplacer la prime de revalorisation mentionnée par le décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative au taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et de l'enfance-famille ;

VU l'arrêté n°2007 DISS/SSP-001 du 20 février 2007 portant autorisation au service d'aide à domicile géré par le CCAS de Buxerolles ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0184 du 14 mars 2022 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile délivré au CCAS de Buxerolles ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 13 décembre 2023, entre le Département de la Vienne et le CCAS de Buxerolles ;

**SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;**

.../...

## ARRETE :

Envoyé en préfecture le 23/02/2024

Reçu en préfecture le 23/02/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240223-24\_A\_SE\_0203-AR



**ARTICLE 1 :** Au titre des mesures salariales pour les personnels d'intervention au titre de l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère, une dotation complémentaire et prévisionnelle 2023 avait été allouée au CCAS de Buxerolles pour un montant de 30 874 € correspondant à 9,37 équivalents temps-plein (ETP) sur une activité prévisionnelle de 10 900 heures APA, PCH et Aide-Ménagère.

Cette dotation a été versée à hauteur de 80 %, soit 24 699, 59 €.

Les données réelles ont été remontées par le CCAS de Buxerolles le 16 février 2024, le nombre d'ETP était 9, 69 ETP pour 10 766 heures, soit 31 918, 86 €.

Le solde de la dotation est de **7 219, 27 €** sera versé en 2024.

**ARTICLE 2 :** Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [laviennne86.fr](http://laviennne86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département [laviennne86.fr](http://laviennne86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

**ARTICLE 3 :** Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe chargée des Solidarités, le Gestionnaire et la Direction du Service à la personne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **23 FEV. 2024**

Le Président du Conseil Départemental

Alain PICHON